

connaissons tous et que le gouvernement essaie constamment de solutionner.

Ce négativisme extrême face à des réalisations positives passées ou présentes me scandalise et me trouble profondément, qu'il vienne des députés d'en face ou des media, encore que, pour être franc, les media sont tout de même moins à blâmer puisque après tout ils sont là pour vendre leurs journaux et faire des bénéfices. Si je comprends bien, certains de ces journaux de Toronto ne doivent pas trop se plaindre des affaires, à l'heure actuelle.

Bien entendu les prophéties de mauvais augure font les gros titres des journaux. Les journalistes savent bien que les bonnes nouvelles ne sont pas des nouvelles. Le gouvernement canadien doit accepter le fait que les media ne peuvent sortir des gros titres aussi alléchants et vendeurs quand les choses vont bien ou que le gouvernement prend les mesures positives comme celles qui sont prises actuellement. Cependant les journalistes peuvent faire des manchettes sensationnelles, grâce aux problèmes que les membres retors de l'opposition officielle leur mettent sous le nez, ou qu'ils se débrouillent pour trouver tous seuls. Cela permet à l'opposition d'en parler pendant la période des questions. Les membres de l'opposition passent leurs matinées à parcourir les derniers gros titres et à voir comment ils pourraient les exploiter et les mettre sur le tapis pendant cette heure-là.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons des méthodes plus positives et nous en sommes fiers, car cette position à mon avis, représente beaucoup mieux l'état d'esprit réel des Canadiens. Nous avons décidé d'adopter une attitude positive à l'égard de notre pays, de son potentiel et surtout de ses problèmes, grâce à une planification à long terme.

Le bill dont nous sommes saisis ce soir marque une date dans la planification budgétaire et fiscale canadienne.

M. Whiteway: Pour cela, vous avez raison.

M. Martin: L'opposition officielle le reconnaît, monsieur l'Orateur. Pour la première fois, le ministre des Finances fédéral s'est donné la peine, aux risques de compromettre sa propre position et avec beaucoup de mal, de consulter les provinces une par une pour bien mettre au point certaines questions importantes de son budget. On n'avait jamais vu cela jusqu'ici, bien que les économistes et les spécialistes du pays tout entier et bien entendu des provinces l'aient demandé depuis longtemps.

C'était une première tentative, une entreprise courageuse et sincère du ministre des Finances, malgré toutes les contestations des députés qui chercheraient à nous faire croire le contraire. C'est une mesure hardie, que l'on doit à un homme hardi, et, monsieur l'Orateur, tout se serait très bien déroulé si malheureusement une province sur dix, plutôt une province sur neuf puisque la province de l'Alberta n'était pas directement en cause, n'avait pas choisi de tout foutre par terre.

Mlle Bégin: Voilà qui n'est guère parlementaire.

M. Martin: Faut-il vraiment s'en étonner, monsieur l'Orateur? Après tout, nous sommes devant une situation qui pourrait se reproduire ailleurs dans notre pays. Nous vivons dans un pays très diversifié et à caractère régional. Une des provinces de notre pays est actuellement dirigée par un premier ministre qui ne fait pas mystère du fait, et je le respecte pour sa franchise et son honnêteté intellectuelle, que son objectif, tant qu'il sera au pouvoir, est de persuader les 28 p. 100 de

Impôt sur le revenu—Loi

Canadiens qui vivent au Québec de se retirer de la Confédération, c'est-à-dire de leur pays et de notre pays, dont nous faisons tous partie depuis 111 ans en tant que Canadiens. C'est certes décevant mais peu surprenant après tout.

J'espère que les discussions en cours à l'échelon des sous-ministres permettront de résoudre une impasse qui rappelle par trop une situation semblable en matière de partage des recettes fiscales qui s'est produite en 1953 sous un autre gouvernement québécois. C'était précisément la même province qui était en cause. C'est là une situation dont l'opposition officielle ferait bien de prendre note aujourd'hui. Il ne lui a pas servi à grand-chose, non plus qu'à son chef, d'essayer à l'époque d'en retirer des avantages politiques au cours des élections générales qui ont suivi, parallèle intéressant à remarquer, quelques mois avant qu'on n'en soit au plus fort de l'impasse.

Les Canadiens de toutes les provinces ont reconnu alors, ce qu'ils feront de nouveau, le caractère sournois, méchant, et basement opportuniste d'une telle manœuvre. Ils reconduiront au pouvoir le chef national qui représente le mieux les intérêts de tous les secteurs du pays et continue à maintenir une position ferme sur la question de l'unité nationale d'un océan à l'autre, d'un Canada constitué de différentes régions et de dix provinces aux intérêts culturels, linguistiques, économiques régionaux, mais unies dans la détermination inébranlable de rester ensemble dans le but supérieur de protéger par-dessus tout leurs réalisations et leur identité nationales ainsi que leurs caractéristiques géographiques et économiques. C'est un objectif de ce genre que le chef de notre parti et les députés de ce côté-ci de la Chambre vont poursuivre, objectif positif et sensé dont tous les Canadiens ont lieu de s'enorgueillir.

Nous continuons d'entendre une litanie de prédictions désastreuses pour notre pays de la part des députés d'en face. Ils n'ont jamais rien de positif à annoncer. Ils doivent penser que ce n'est pas dans leur intérêt. Je m'interroge là-dessus, car quand viendra l'heure du choix, je me demande combien de Canadiens appuyeront fermement une bande d'individus qui parcourent le pays de long en large pour leur dire à quel point tout va mal. Cela ne se produira pas. Cela ne s'est pas produit au cours des quinze dernières années et cela ne se produira pas non plus la prochaine fois.

Je voudrais maintenant parler d'un ou deux autres secteurs. Le premier est celui du programme anti-inflation. Des millions de travailleurs ont reconnu la nécessité de telles mesures et les ont d'ailleurs appuyées. Certes, les chefs syndicaux ont eu tendance à s'opposer au programme, mais des millions de travailleurs touchés par ces mesures en ont effectivement reconnu la nécessité et les ont appuyées tout au long.

● (2122)

Un résultat du programme . . .

Une voix: Que dire de l'inflation?

M. Martin: Je parlerai du taux d'inflation dans quelques instants.

Une voix: Que dire des chômeurs?

M. Martin: Je n'ai pas l'intention de parler du chômage. Les députés de ce côté-ci parlent de l'emploi. Nous parlons des aspects positifs. Nous nous proposons d'accroître le taux de l'emploi qui se situe à 92 p. 100 actuellement au Canada. Je dois noter que les cris et les huées de l'opposition sont un indice de nervosité.